

Régis Debray

CONTRETEMPS

France, 1992 (Folio Actuel, Gallimard, 183 p.)

« Eloges des idéaux perdus » : ainsi Régis Debray définit-il ces mélanges politiques baptisés Contretemps – discours, billets d’humeur, articles de fond ou de circonstance rédigés entre 1988 et 1991.

Eloge de l’idéal républicain avant tout, et de l’école publique ; éloge des « principes de 1789 », mais aussi des aspirations universelles et généreuses (malheureusement dévoyées ou trahies) qui furent à l’origine des révolutions socialistes. Tous idéaux qui semblent bien avoir sombré au fil des « années Mitterrand ». Déçu par l’évolution de la démocratie française au cours de la décennie 1981-1991, Debray avoue faire partie « *des inadaptés du temps tel qu’il va* ». Au passage, il écorne un certain nombre d’idées en vogue depuis la fin de la Guerre froide, sur les libertés, sur l’Europe, l’Histoire, ou bien le « Nouvel Ordre mondial ».

République ou Démocratie ?

Régis Debray dénonce, non sans brio, une confusion entretenue par maints penseurs ou responsables politiques en France, et notamment par la Gauche au pouvoir dans les années 80 : une confusion conceptuelle entre « *l’idée de République issue de la Révolution française, et l’idée de Démocratie telle que la modèle l’histoire anglo-saxonne* ». Cette ambiguïté fut particulièrement sensible lors de la (première) querelle des foulards islamiques en 1989. Les uns préconisaient l’interdiction du foulard à l’école au nom de la République indivisible et laïque. Les autres prêchaient la tolérance au nom de la Démocratie. Il y aurait là un fâcheux

« *quiproquo des principes* », que l'auteur s'attache justement à démêler.

Certes, toutes les vraies républiques sont démocratiques (donc, les « républiques » islamiques n'en sont pas). Mais toutes les démocraties ne sont pas forcément républicaines. Debray invoque ici l'exemple de l'Allemagne, du Royaume-Uni, et surtout des USA. Et il souligne que la République française, en son sens authentique, n'a pas d'équivalent en Europe, ni même dans le monde. Qu'est-ce qui fonde cette exception française ? Qu'est-ce qui fait la République ?

D'abord, la République, « *c'est la Liberté plus la Raison* ». En République, l'Homme est défini comme un animal raisonnable par essence. C'est en tant qu'être **raisonnable**, capable de **s'imposer à soi-même des règles** (c'est-à-dire **auto-nome**), que tout citoyen vivant en République possède des droits inaliénables, et non en tant qu'il serait une créature de Dieu. La légitimité de la loi républicaine découle donc du principe d'une **autonomie rationnelle** de la Cité terrestre. Ce qui n'est pas vraiment le cas dans les pays de culture protestante, terres d'élection de la Démocratie : « *Le président à Paris prête serment sur la Constitution votée par ceux d'en bas, et à Washington sur la Bible, qui émane du Très-Haut.* » On comprend en quoi l'ordre républicain est nécessairement, **fondièrement laïque**.

Qui a peur de la « chose publique » ?

La République, c'est aussi la tolérance, plus un principe d'unité politique et sociale : le souci du **Bien commun** ou de la « **chose publique** » (*res publica* en latin). Souci de l'Universel – ou de l'Intérêt général – qui dépasse, transcende les particularismes et les intérêts privés. Alors qu'en Démocratie, on mettra toujours en avant les différences communautaires, les identités culturelles et religieuses, dont l'Etat tâchera simplement d'assurer la coexistence (plus ou moins) pacifique. « *En République, l'Etat surplombe la société. En Démocratie, la société domine l'Etat.* »

La Démocratie défend avant tout les libertés individuelles : d'entreprendre, d'échanger et de prospérer, fût-ce égoïstement. La République, c'est « *l'Etat de droit, plus la Justice [sociale]* », à savoir une certaine **égalité garantie par les lois** et pas seulement tributaire de réflexes charitables. Aussi la politique prend-elle, en République, le pas sur l'économie, tandis qu'en Démocratie l'économie gouverne la politique.

Enfin, la République « *aime l'école (et l'honore) ; la Démocratie la redoute (et la néglige)* ». Qu'est-ce que l'Ecole républicaine ? C'est ce lieu « *transcommunautaire* » où, instruit par ses maîtres, le futur citoyen **apprend à raisonner, donc à se passer de Maître**. En revanche, en Démocratie, où l'opinion seule doit faire loi, la montée de l'illettrisme est un phénomène bien toléré par les multiples « communautés éducatives ».

« En République, la société doit ressembler à l'école, dont la mission première est de former des citoyens aptes à juger de tout par leur seule lumière naturelle. En Démocratie, c'est l'école qui doit ressembler à la société [...] On réclamera en ce cas une école “ ouverte sur la vie ”, comme s'appelle la société marchande, avec ses passions et ses urgences, ou encore une “ éducation à la carte ” selon les derniers besoins des entreprises. »

La preuve par 89

Revenant sur l'« ère Mitterrand », Debray déplore que l'Etat français y soit devenu de plus en plus démocratique et de moins en moins républicain. Une preuve entre mille : qu'on songe seulement à ce « *fastueux refoulement* » de l'idée républicaine que fut, en juillet 1989, la commémoration du Bicentenaire de la Révolution. Tenant plus du *clip* que de l'épopée historique, s'inspirant plus de Walt Disney que de Jules Michelet, le spectacle du 14 juillet organisé par Jean-Paul Goude (un chorégraphe à la mode) fut le reflet on ne peut plus fidèle de l'esprit « démocratique » du temps. Cette parade en

forme de *melting pot* évoquait plus 1776 que 1789 : « *Nous avons fêté ce soir-là le bicentenaire de l'Amérique.* »

Pourrons-nous nous consoler en passant cette regrettable évolution des mœurs politiques aux profits et pertes de l'« *Epanouissement Démocratique Mondial* », de la « fin des idéologies » et des grands conflits, bref de la « fin de l'Histoire » ? Debray s'y refuse. Selon lui, il n'est « *pas d'utopie plus aveugle et dangereuse* » que celle du « *Nouvel Ordre démocratique universel* », où l'économique supplanterait le politique. Car la fin de la Guerre froide ne nous fait nullement aborder aux rivages pacifiques de « *l'après-histoire* ». Au contraire. Avec la fermeture de la longue et sinistre parenthèse que fut le régime soviétique, nous assistons plutôt à la « *fin d'un cycle de non-Histoire* » en Europe de l'Est. L'Histoire est donc de retour !

Fin de siècle, case départ

Ce qui se lève à l'Est, c'est en fait une nouvelle jeunesse des nationalismes, cette source potentielle de maints conflits militaires, qui nous ramène au monde d'avant Yalta, voire d'avant 1914 : « [...] *le XIX^e siècle nous attend à l'orée du XXI^e.* » Selon Debray, l'Europe de l'Est et les Balkans font moins l'apprentissage de la liberté que le « *réapprentissage de l'identité* ». Ne voit-on pas resurgir là-bas des forces profondes, indissolublement ethniques et religieuses, que le système bureaucratique et policier du bloc soviétique avait étouffées ou plutôt occultées jusqu'ici ? La faillite du marxisme signifie, en terre orthodoxe, un reflux massif vers l'idéologie première manière : « [...] *la désidéologie remet la religion en selle, par substitution du produit naturel à l'ersatz.* »

Pour avoir fait une Europe « démocratique-libérale » – qui est davantage « *la Communauté des convoitises [que] celle des principes* » –, sommes-nous nous-mêmes à l'abri de pareille régression ? Sûrement pas, répond Debray. S'il est vrai, comme le montrait déjà sa Critique de la raison politique, qu'« *il n'y a pas de*

société agnostique » (c'est-à-dire incroyante, sans idéaux sacrés ni mythologie), alors le **déclin de la mystique républicaine** risque fort, chez nous aussi, de laisser le champ libre aux mythes archaisants de la Tribu ou du Clergé. Accourant de toutes parts, leurs traditions au poing, « *les Vendéens chassent les jacobins* », assurant ainsi la relève de la République une, indivisible et laïque, par un **féodalisme à visage postmoderne**. Peut-on vraiment se réjouir de l'éclipse des grandioses chimères de la Révolution ?

Pour aller plus loin

Alain Minc, Le Nouveau Moyen Âge*, 1993, Folio Actuel, Gallimard.
Régis Debray, Critique de la raison politique ou l'Inconscient religieux, 1981, Tel, Gallimard.

Philippe Raynaud, Paul Thibaud, La Fin de l'école républicaine, 1990, Calmann-Lévy.

Francis Fukuyama, La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, 1992, Champs, Flammarion.

De la guérilla aux grands corps de l'Etat

Né à Paris en 1940, Régis Debray suit d'abord le parcours classique d'un « héritier » au sens de Bourdieu : Ecole normale supérieure, agrégation de philosophie, études de lettres, d'histoire, d'ethnologie. Elève du philosophe Althusser à Normale sup', il découvre dès 1960 la Révolution cubaine et devient l'ami de Fidel Castro en 1965. Il publie alors, entre autres, La Révolution dans la révolution (1967). La même année, compagnon de Che Guevara, il prend part à la guérilla en Amérique latine et se fait capturer en Bolivie. Condamné à trente ans de détention, il est libéré en décembre 1970, sur l'intervention du Président Pompidou. Dans son autobiographie (Les Masques, 1988), il

racontera l'histoire de cet engagement politique, qui se poursuit au Chili où il devient l'ami de Salvador Allende.

Rentré en France, désabusé, il renonce à la lutte révolutionnaire, écrit notamment des romans (L'Indésirable, 1975 ; La Neige brûle, prix Fémina 1977), et milite au côté du Parti socialiste. Après les élections de 1981, il se retrouve « conseiller du Prince », chargé de mission auprès du Président Mitterrand (1981-1985, 1987-1988), plus spécialement chargé du Tiers Monde. Parallèlement, il ne cesse de publier des ouvrages de philosophie politique (Le Scribe, 1980 ; Critique de la raison politique ou l'Inconscient religieux, 1981 ; La Puissance et les rêves, 1984) ou de « médiologie » (Cours de médiologie générale, 1991 ; Vie et Mort de l'image, 1992 ; Manifestes médiologiques, 1994). Nommé à un poste de conseiller au Conseil d'Etat, il en démissionne en 1992 pour des raisons qu'il expose au début de L'Etat séducteur*.